

L'étude des *taishang*

Champ de recherche d'hier ou de demain ?

GUNTER SCHUBERT, LIN RUI-HUA ET TSENG YU-CHEN

RÉSUMÉ : Les travaux portant sur les entrepreneurs taiwanais qui vivent et investissent en Chine continentale (*taishang*) n'attirent l'attention que depuis peu de temps. Les *taishang* ont été définis comme une « communauté relationnelle » (*linkage community*), à savoir une communauté de migrants qui crée, par ses activités économiques, son influence politique et ses expériences sociales, un lien entre Taiwan et la Chine continentale. Dans ce contexte, cet article s'efforce de déterminer comment et dans quelle mesure les *taishang* contribuent aux relations sino-taiwanaises et au développement des politiques sur les deux rives du détroit. Il revisite le champ des études sur les *taishang* (*taishang studies*), fait le point sur les connaissances produites à ce jour et explore les futures orientations de la recherche dans ce domaine.

MOTS-CLÉS : *taishang*, « communauté relationnelle », intégration de Taiwan à la Chine, relations sino-taiwanaises.

Introduction

L'histoire des investissements taiwanais en Chine a souvent été racontée au cours des deux dernières décennies, et ses répercussions économiques et politiques continuent d'intéresser de nombreux chercheurs taiwanais⁽¹⁾. Lorsque les premiers entrepreneurs taiwanais ont posé le pied sur le sol chinois à la fin des années 1980, ils sont rapidement devenus des acteurs des processus de transformation du marché et ils ont fortement contribué au décollage économique de la Chine continentale. Face à la pression croissante du coût de la main-d'œuvre dans une économie en pleine mutation structurelle à Taiwan, les entrepreneurs ont tourné leur entreprise et une grande partie de leurs investissements vers la Chine pour tirer pleinement parti des bas salaires, du faible prix des terrains et des allègements fiscaux accordés par les autorités locales chinoises poursuivant activement leur programme de développement⁽²⁾. Au cours des années 1990 et 2000, les relations économiques sino-taiwanaises se sont intensifiées, malgré la réglementation très stricte des flux d'investissements vers la Chine imposée par le gouvernement taiwanais. Le commerce direct entre la Chine et Taiwan a finalement été légalisé en 2008, lorsque le Kuomintang (KMT) est revenu au pouvoir après huit années d'administration du Parti Démocrate-Progressiste (DPP). À peu près au même moment, le climat économique chinois a radicalement changé pour les entrepreneurs taiwanais avec l'impact des ajustements structurels de l'économie chinoise et de la crise financière mondiale sur la demande de marchandises taiwanaises⁽³⁾. En outre, la compétition de plus en plus féroce des entreprises privées et publiques de Chine continentale ainsi que le traitement de faveur dont elles bénéficient auprès des autorités locales ont posé de nouveaux défis aux entrepreneurs taiwanais qui ont été contraints de renoncer aux avantages des premiers jours de l'ère « des réformes et de l'ouverture »⁽⁴⁾. Aujourd'hui, ils doivent lutter pour survivre au sein d'un marché chinois de plus en plus compétitif, et bien que bon nombre d'entre eux s'en sortent très bien, d'autres, en particulier dans les industries à forte intensité de main-d'œuvre, font face à une forte pression pour se moderniser, changer leur chaîne de production, ou trouver de nouvelles destinations, par exemple en Asie du Sud-Est, afin de poursuivre leurs activités.

L'étude des entrepreneurs taiwanais en Chine (*taishang* 台商) n'a été identifiée que depuis peu de temps comme un champ de recherche émergent au sein des études sur Taiwan. Elle comprend plusieurs disciplines et couvre un grand nombre de sujets, notamment le comportement économique des *taishang*, les changements d'identité (nationale), l'intégration sociale en

Cet article est issu d'une présentation effectuée lors du 2^e Congrès mondial d'Études taiwanaises, organisé à la School of Oriental and African Studies (SOAS), Londres, du 18 au 20 juin 2015.

1. Pour un compte-rendu complet, voir You-tien Hsing, *Making Capitalism in China: The Taiwan Connection*, New York, Oxford University Press, 1988 ; Chen Teh-sheng (éd.), *Jingji quanqihua yu taishang dalu touzi: celüe, buju yu bijiao* (Mondialisation économique et investissements taiwanais en Chine : stratégie, composition et comparaison), Luzhou, Jingdian wenhua, 2005 ; Mai Rui-tai, *Dalu taishang de jingying celüe* (Stratégies de management des *taishang* en Chine continentale), Taipei, Keji tushu, 2006 ; Shin-yuan Tsai, *Globalization Effects on China's Influence on Taiwan Economy*, Frankfurt/M., Peter Lang, 2006 ; Chen The-sheng (éd.), *Kunshan yu Dongguan taishang touzi: Jingyan, zhili yu zhuanxing* (Investissements taiwanais à Kunshan et Dongguan : expériences, gouvernance et transformation), Taipei, INK, 2009 ; Chen-yuan Tung et Chia-ko Hung, « The Estimation of Aggregate Statistics for Taiwan-Invested Enterprises in China: 1988-2008 », *China: An International Journal*, vol. 10, n° 3, 2012, p. 119-132 ; Françoise Mengin, *Fragments d'une guerre inachevée. Les entrepreneurs taiwanais et la partition de la Chine*, Paris, Karthala, 2013.
2. Voir Charles H. C. Kao et Steve Chu-chia Lin, « The Economic Impact of Taiwan's Investment in the Mainland », *Issues & Studies*, vol. 30, n° 6, 1994, p. 16-27 ; John Q. Tian, « "Like Fish in Water": Taiwanese Investors in a Rent-Seeking Society », *Issues & Studies*, vol. 35, n° 6, 1999, p. 61-94 ; Karen M. Sutter, « Business Dynamism across the Taiwan Strait. The Implications for Cross-strait Relations », *Asian Survey*, vol. XLII, n° 3, 2002, p. 522-540 ; Hsu Ssu-ch'in et Chen Teh-sheng (éds.), *Taishang dalu touzi ershi nian: jingyan, fazhan yu qianzhan* (Investissements taiwanais en Chine au cours des deux dernières décennies : expériences, évolutions et perspectives), New Taipei City, INK, 2011 ; Keng Shu, Lin Rui-hua et al. (éds.), *Taishang yanjiu* (Taishang Studies), Taipei, Wunan, 2012.
3. Plus important, le gouvernement chinois a promulgué une nouvelle loi sur les contrats de travail entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2008. Elle établit que les employés travaillant depuis plus de dix ans dans une entreprise ont droit à des contrats qui les protègent d'un licenciement sans cause. Par ailleurs, la loi impose aux employeurs de contribuer à la sécurité sociale de leurs employés et de fixer des normes salariales pour les périodes d'essai ou les heures supplémentaires. Tous les *taishang* que nous avons interrogés à l'époque ont craint que cette nouvelle loi n'augmente significativement le coût de la main-d'œuvre et ait un effet négatif sur un environnement des affaires déjà mal en point. L'introduction par les gouvernements chinois locaux de nouvelles lois de protection environnementale ainsi que le tournant vers les industries « propres » et high-tech accompagné d'un rejet des activités polluantes et à forte intensité de main-d'œuvre depuis les années 2000 ont renforcé cette tendance.
4. Voir Chun-yi Lee, *Taiwanese Business or Chinese Security Asset? A Changing Pattern of Interaction between Taiwanese Businesses and Chinese Governments*, Londres, New York, Routledge, 2012 ; Chen T.-s. et Huang C.-c., « Dalu taishang zhuanxing shengji: zhengjing beijing yu changuanxue hudong » (Transformation et modernisation des entrepreneurs taiwanais : contexte politique et interactions entre hommes d'affaires, responsables et chercheurs), in Tung Chen-yuan et Cao Xiao-heng (éds.), *Liang'an jingji guanxi de jiyu yu tiaozhan* (Défis et opportunités des relations économiques sino-taiwanaises), Taipei, Hsin-rui wen-chuang, 2013, p. 73-95.

Chine et l'action politique⁽⁵⁾. Le nœud entre ces différentes approches de l'étude des *taishang*, comme nous le montrons, a été et reste l'hypothèse selon laquelle ce groupe social constitue une « communauté relationnelle » (*linkage community*)⁽⁶⁾ et un facteur d'intégration entre les deux rives du détroit de Taiwan – avec tous les avantages et les inconvénients que cela implique. C'est dans le domaine des **relations économiques sino-taiwanaises** que « la création de liens » est la plus évidente : premièrement, les investissements des *taishang* ont contribué à faire de l'économie chinoise ce qu'elle est aujourd'hui⁽⁷⁾. Bien que leur rôle en tant que stimulateur de l'économie chinoise soit en déclin, ils constituent encore un facteur important de la transformation en cours du marché grâce à la stabilité de leurs investissements et aux transferts de compétences de management et de technologies qu'ils opèrent⁽⁸⁾. Simultanément, les entrepreneurs taiwanais soutiennent le secteur de l'exportation de l'île en la reliant au marché chinois et aux chaînes de valeur mondiales de plus en plus « sinisées ». Les *taishang* jouent également un rôle significatif en facilitant l'accès des capitaux chinois à Taiwan, bien que cela recouvre des pratiques troubles et soulève des débats politiques controversés (voir ci-dessous). Dernier point, mais non des moindres, il existe à Taiwan une suspicion omniprésente selon laquelle les magnats influents conspirent avec les élites du KMT et le gouvernement chinois pour tirer irrévocablement Taiwan dans l'orbite chinoise, et ce pour leur seul profit personnel. Concernant **les migrations et les relations sociales entre Taiwan et la Chine**, les entrepreneurs taiwanais, en tant que résidents de longue durée sur le continent, ont attiré l'attention des sociologues qui s'intéressent aux conditions de leur (non) intégration dans la société chinoise, aux questions de changements d'identité, ainsi qu'à l'impact des mariages mixtes sur les politiques migratoires et les modèles familiaux taiwanais. Cependant, les *taishang*, en tant qu'entité sociale, sont souvent associés à d'autres groupes de migrants – directeurs d'usine, travailleurs du tertiaire, parents, étudiants – pour former la catégorie plus large des « compatriotes taiwanais » (*taibao* 台胞) vivant en Chine continentale. En matière de **relations politiques sino-taiwanaises**, les spécialistes en sciences politiques se sont largement concentrés sur le rôle des *taishang* en tant qu'agents ou lobbyistes de la politique taiwanaise de la Chine⁽⁹⁾. Ils ont également envisagé les entrepreneurs taiwanais dans le contexte d'une alliance entre les élites politiques et économiques de part et d'autre du détroit, dans ce qu'André Beckershoff a décrit comme un « projet hégémonique » gramscien dont l'objectif est de faire de l'intégration de Taiwan à la Chine la seule option possible dans l'esprit de la population taiwanaise⁽¹⁰⁾. Cela mène à la question de savoir dans quelle mesure la communauté *taishang* constitue un acteur collectif autonome ayant le pouvoir d'agir indépendamment des élites politiques et d'influencer les processus d'élaboration des politiques en Chine et à Taiwan⁽¹¹⁾.

Cet article a pour ambition de mettre en lumière les principaux résultats des études sur les *taishang* dans les trois domaines des relations sino-taiwanaises, à savoir l'économique, le social et le politique. Le thème commun qui traverse ces études, comme nous l'avons mentionné ci-dessus, est l'hypothèse selon laquelle les *taishang* forment un « groupe créateur de lien » qui se révèle d'une importance-clé pour comprendre la dynamique des relations sino-taiwanaises ainsi que la portée et les limites d'une intégration (plus poussée) de Taiwan à la Chine dans les trois domaines mentionnés ci-dessus. La dernière partie de l'article envisage la solidité de cette hypothèse dans un contexte d'évolution de l'économie politique entre les deux rives du détroit, ainsi que les futures orientations possibles de la recherche scientifique dans le domaine des études sur les *taishang*⁽¹²⁾.

Les taishang et les relations économiques sino-taiwanaises

Il ne fait pas de doute que les entrepreneurs taiwanais ont été un facteur prépondérant de la montée économique de la Chine au cours des 25 dernières années. Ils ont fourni une grande partie des investissements en capitaux et des compétences de management dont la Chine avait besoin pour établir des industries compétitives. Les gouvernements locaux chinois ont concentré leur politique sur le développement économique et sont parvenus à attirer les *taishang* en offrant des terrains et une main-d'œuvre bon marché qui n'étaient plus disponibles sur l'île. Le delta de la rivière des Perles (*Zhusanjiao* 珠三角), et surtout la ville de Dongguan et ses environs, est devenu le centre de production d'industries à forte intensité de main-d'œuvre et à capitaux taiwanais pour le textile, les chaussures, les parapluies, les meubles et divers appareils électroniques. Shenzhen, dès 1988, a accueilli la plus grande usine de Hon Hai Precision Industry Co. Ltd. (Foxconn), le plus grand sous-traitant de matériel électronique au monde, financée par le magnat taiwanais Kuo Tai-ming. Vers la fin des années 1990 et le début des années 2000, un nombre sans cesse croissant de capitaux taiwanais ont été injectés dans le delta du Yangzi

5. Voir Shu Keng, Gunter Schubert *et al.*, « Taiwan and Globalisation. Reflections on the Trajectory of Taishang Studies », in Kuei-fen Chiu, Dafydd Fell *et al.* (éds.), *Migration to and from Taiwan*, Londres, New York, Routledge, 2014, p. 25-41.
6. Selon la première définition de Wei Yung, une communauté relationnelle consiste en « un groupe de personnes ayant eu un ensemble de contacts sociaux, culturels, commerciaux et autres avec la population et la société d'un système opposé leur permettant de développer une compréhension, une sensibilité et une empathie avec cette population et cette société au départ étrangères ». En délimitant un programme de recherche orienté vers les « communautés relationnelles », Wei a suggéré qu'« au lieu de concentrer notre attention sur le rôle de l'État, les problèmes de souveraineté, les décisions des élites, les processus juridiques et les structures politiques, nous devrions mieux observer la population ; le développement de valeurs et de normes communes entre les personnes issues de systèmes différents ; les orientations des délibérations et des débats au sein des organes représentatifs aux niveaux central et local ; ainsi que le volume et l'intensité des interactions réelles entre les groupes et les individus des deux systèmes politiques au sein d'une société divisée ». Voir Yung Wei, « From "Multi-System Nations" to "Linkage Communities": A New Conceptual Scheme for the Integration of Divided Nations », *Issues & Studies*, vol. 33, n° 10, 1997, p. 1-19, 7-8. Voir également l'approche de Shu Keng : Shu Keng, « Understanding Integration and "Spillover" across the Taiwan Strait: Towards an Analytical Framework », in Gunter Schubert et Jens Damm (éds.), *Taiwanese Identity in the Twenty-first Century: Domestic, Regional and Global Perspectives*, Londres, New York, Routledge, 2011, p. 155-175.
7. Voir Shelley Rigger et Gunter Schubert, « From "Borrowing a Boat to Go to Sea" to "Learning How to Build a Ship": Taiwan's Contribution to China's Economic Rise and Cross-strait Integration », in Steve Tsang (éd.), *The Taiwan Impact on China* (titre provisoire), Basingstoke, Palgrave Macmillan, à paraître.
8. Les différences de salaires de part et d'autre du détroit se réduisant dans de nombreux secteurs, les *taishang* faisant face à des pressions structurelles sur le continent commencent à rentrer à Taiwan. Cependant, comme le suggèrent nos entretiens, ce retour s'accompagne souvent d'une baisse de la production. De nombreux *taishang* regrettent que, malgré le gain de compétitivité du coût du travail à Taiwan (à cause de la hausse de son coût sur le continent) la pénurie de main-d'œuvre, à savoir la pénurie de main-d'œuvre bon marché dans le secteur manufacturier, constitue le principal obstacle aux nouveaux investissements sur l'île. L'une des principales demandes posées au gouvernement taiwanais a donc été la libéralisation des politiques migratoires afin de permettre l'entrée sur le marché du travail taiwanais d'un plus grand nombre de travailleurs étrangers – une mesure très contestée par ceux qui craignent que cela ne mettent encore plus de pression sur les travailleurs locaux.
9. Voir Tse-Kang Leng, « State, Business, and Economic Interaction across the Taiwan Strait », *Issues & Studies*, vol. 31, n° 11, 1995, p. 40-58 ; Shu Keng et Gunter Schubert, « Agents of Taiwan-China Unification? The Political Roles of Taiwanese Business People in the Process of Cross-Strait Integration », *Asian Survey*, vol. 50, n° 10, 2010, p. 287-310 ; Keng Shu, Gunter Schubert *et al.* (éds.), *Taishang yanjiu* (Taishang Studies), Taipei, Wunan, 2012, p. 301-339.
10. Voir André Beckershoff, « Seizing the Transnational – Ideology, Hegemony, and the Doubling of China-Taiwan Relations », *Spectrum: Journal of Global Studies*, vol. 6, n° 1, 2014, p. 1-21.
11. Voir Gunter Schubert, « Assessing Political Agency across the Taiwan Strait: The Case of the Taishang », *China Information*, vol. 27, n° 1, 2013, p. 51-79.
12. Depuis 2006, nous avons régulièrement mené des études de terrain (en Chine et à Taiwan) sur les entrepreneurs taiwanais ayant des activités en Chine, interviewé plusieurs centaines de *taishang* et de directeurs d'usine représentant divers secteurs et entreprises de différentes tailles dans le delta de la rivière des Perles, la zone métropolitaine de Shanghai (notamment Kunshan), et sur l'ensemble du territoire taiwanais.

(Changsanjiao 長三角) et la zone métropolitaine de Shanghai (notamment les villes-préfectures de Suzhou, Wuxi, Ningbo et Hangzhou). La ville-district de Kunshan est devenue le centre des investissements taiwanais dans les nouvelles industries high-tech, en particulier les semi-conducteurs et les circuits intégrés, les machines de précision, la technologie solaire et la biochimie⁽¹³⁾.

Ces évolutions ont suscité le vif intérêt des spécialistes d'économie politique, le premier groupe de chercheurs à s'être intéressés aux taishang. Ils ont évoqué les dangers d'une « dévitalisation » de l'économie taïwanaise résultant d'une libéralisation du commerce et de l'investissement entre Taiwan et la Chine, un sujet qui reste d'actualité jusqu'à aujourd'hui⁽¹⁴⁾. D'autres spécialistes ont analysé la configuration et le mode opérationnel des nouveaux réseaux basés sur le continent reliant les entreprises taiwanaises, et l'établissement de nouveaux groupes de production et chaînes de valeur reliant Taiwan à l'économie mondiale⁽¹⁵⁾. Les relations entre le gouvernement et les entreprises ainsi que les stratégies spécifiques employées par les entrepreneurs taiwanais pour établir des *guanxi* avec les cadres chinois locaux afin de protéger et de faire prospérer leurs activités ont également été étudiées. L'approche de Hsing You-tien selon laquelle « le sang est plus dense que l'eau » explique le succès des investissements directs de Taiwan dans le sud de la Chine par les réseaux interpersonnels entre taishang et représentants chinois locaux⁽¹⁶⁾. Ces réseaux étaient basés sur deux conditions : premièrement, les gouvernements locaux avaient suffisamment de marge de manœuvre pour appliquer avec flexibilité les lois et règlements nationaux afin de satisfaire les demandes des investisseurs taiwanais. Deuxièmement, les affinités culturelles et linguistiques ont facilité la communication et l'établissement de *guanxi* basées sur le principe très pratiqué dans le monde chinois de « l'échange de cadeaux ». Cette perspective va à l'encontre de la pensée institutionnelle de spécialistes, comme Wu Jieh-min, qui ont souligné l'importance des *guanxi*, tout en en faisant un instrument de la recherche de rente et du favoritisme⁽¹⁷⁾. Les gouvernements chinois locaux, faisant office de parrain, ont aidé les entrepreneurs taiwanais en appliquant comme bon leur semblaient les règlements nationaux et en exploitant leur position de « gardien » pour fournir des informations importantes sur les marchés. Plus important encore, ils ont réduit les coûts de transaction des taishang en leur réservant des traitements préférentiels (sélectifs) en matière de paiements d'impôts et autres frais administratifs, tout en encaissant des paiements extrabudgétaires des investisseurs taiwanais qu'ils protégeaient. Selon Wu, les affinités culturelles et linguistiques, en tant que catégorie analytique objective, expliquent moins bien cette relation protecteur-protégé qu'une affinité institutionnelle « diachronique » résultant de l'actualisation d'une pratique culturelle établie :

Au cours de la période de domination politique autoritaire et de croissance économique rapide, des années 1960 au milieu des années 1980, les Taiwanais ont vécu une expérience similaire à celle de la Chine de la période des réformes, notamment par le renforcement de la réglementation, la recherche de rente omniprésente et une corruption endémique. Ces expériences sont restées gravées dans les mémoires. Aujourd'hui, les hommes d'affaires taiwanais peuvent « transposer » ces règles du jeu à la situation chinoise. Ainsi, la capacité des Taiwanais à jouer des réseaux de *guanxi* en Chine continentale est bien supérieure à celle des entrepreneurs étrangers. Cette affinité structurelle profonde en matière d'expérience de développement est plus à même d'expliquer les caractéristiques des *guanxi* entre les deux sociétés.⁽¹⁸⁾

De ce point de vue, les réseaux de *guanxi* deviennent un « outil pratique permettant aux investisseurs de fixer un *protocole de coopération* avec les partenaires locaux dans des conditions politiques spécifiques »⁽¹⁹⁾ apportant une certitude relative dans un environnement institutionnel complexe. Cependant, cette certitude peut rapidement se transformer en une incertitude dès qu'une politique du gouvernement central est modifiée ou appliquée rigoureusement sur tout le territoire, comme par exemple dans les campagnes de lutte contre la corruption à grande échelle. Par conséquent, l'efficacité des réseaux de *guanxi* varie en fonction de l'environnement institutionnel et certaines conditions structurelles, ce qui a été le cas pour les taishang depuis le début de l'ère Xi Jinping.

Lee Chun-yi, pour sa part, a identifié et analysé différentes périodes durant lesquelles la relation entre les gouvernements chinois locaux et les entrepreneurs taiwanais a progressivement évolué : de la première période, où les capitaux des taishang étaient indispensables et ces derniers très courtisés par les gouvernements locaux, à la période récente, où les entrepreneurs taiwanais ont perdu leur position privilégiée et ont dû se livrer à une compétition féroce avec leurs concurrents chinois sur un marché de plus en plus mature⁽²⁰⁾. De fait, aujourd'hui, les taishang de Chine continentale doivent faire face à un environnement économique difficile où le coût du travail et du capital est de plus en plus élevé, les règlements plus stricts (surtout au niveau environnemental et fiscal), la compétition inéquitable (par rapport aux entrepreneurs chinois mieux introduits et protégés), et où les pouvoirs

13. Voir Shu Keng, « Developing into a Developmental State: Changing Roles of Local Government in the Kunshan Miracle », in Yuan-Han Chu et Leng Tse-Kang (éds.), *Dynamics of Local Government in China during the Reform Era*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2010, p. 225-271.
14. De manière assez intéressante, les spécialistes qui travaillent sur l'impact des investissements en capitaux chinois sur l'économie taïwanaise ont trouvé peu d'indications de conséquences négatives sur le taux de chômage, les exportations et la productivité du travail dans le secteur manufacturier à Taiwan. Voir Tun-Jeng Cheng, « Doing Business with China: Taiwan's Three Main Concerns », *Asian Program Special Report*, n° 118, Washington D.C., Woodrow Wilson International Center for Scholars, 2004 ; Douglas B. Fuller, « The Cross-strait Economic Relationship's Impact on Development in Taiwan and China », *Asian Survey*, vol. 48, n° 2, 2008, p. 239-264 ; Douglas B. Fuller, « ECFA's Empty Promise and Hollow Threat », in Jean-Pierre Cabestan et Jacques deLisle (éds.), *Political Changes in Taiwan Under Ma Ying-jeou. Partisan Conflict, Policy Choices, External Constraints and Security Challenges*, Londres, New York, Routledge, 2014, p. 85-99 ; Lai Su-ling et Chang Hsiu-yun, « Taishang fu dalu touzi zaocheng Taiwan chanye kongdonghua de misi ? » (Les investissements taiwanais en Chine causeront-ils la disparition des industries taiwanaises ?), *Dianzi shangwu xuebao* (Revue de e-business), n° 14, 2012, p. 233-255. La montée du chômage semble être bien plus liée aux crises économiques mondiales ou aux évolutions structurelles du secteur manufacturier, alors que l'économie chinoise offre à la main-d'œuvre taïwanaise une position de repli. L'article de 2008 de Douglas B. Fuller est particulièrement révélateur à cet égard dans sa description de l'efficacité des ajustements industriels à la « délocalisation » des grandes industries taiwanaises du secteur de l'électronique (semi-conducteurs, écrans plats, appareils mobiles). Il avance que la partie à plus forte valeur ajoutée du processus de production est jusqu'à présent restée à Taiwan et qu'elle a assuré la compétitivité de ses entreprises au niveau international.
15. Voir Tse-Kang Leng, « Dynamics of Taiwan-Mainland China Economic Relations », *Asian Survey*, vol. 38, n° 5, 1998, p. 494-509 ; Jenn-Hwan Wang et Chen-Kuai Lee, « Global Production Networks and Local Institution Building: The Development of the Information-Technology Industry in Suzhou, China », *Environment and Planning*, vol. 39, n° 8, 2007, p. 1873-1888.
16. Voir You-tien Hsing, « Blood, Thicker Than Water: Interpersonal Relations and Taiwanese Investment in Southern China », *Environment and Planning*, vol. 28, 1996, p. 2241-2261 ; You-tien Hsing, « Building Guanxi Across the Straits: Taiwanese Capital and Local Chinese Bureaucrats », in Aihwa Ong et Donald Nonini (éds.), *The Cultural Politics of Modern Chinese Transnationalism*, Londres, New York, Routledge, 1997, p. 143-164.
17. Voir Jieh-min Wu, « Strange Bedfellows: Dynamics of Government-Business Relations Between Chinese Local Authorities and Taiwanese Investors », *Journal of Contemporary China*, vol. 6, n° 15, 1997, p. 319-346 ; Jieh-min Wu, « State Policy and Guanxi Network Adaptation in China: Local Bureaucratic Rent-seeking », *Issues & Studies*, vol. 37, n° 1, 2001, p. 20-48.
18. Jieh-min Wu, « State Policy and Guanxi Network Adaptation in China: Local Bureaucratic Rent-seeking », art. cit., p. 39.
19. *Ibid.*, p. 48.
20. Voir Chun-yi Lee, « Between Dependency and Autonomy – Taiwanese Entrepreneurs and Local Chinese Governments », *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 39, n° 1, 2010, p. 37-71 ; Chun-yi Lee, *Taiwanese Business or Chinese Security Asset? A Changing Pattern of Interaction between Taiwanese Businesses and Chinese Governments*, Londres, New York, Routledge, 2012 ; Chun-yi Lee, « From Being Privileged to Being Localized: Taiwanese Businessmen in China », in Kuei-fen Chiu, Dafydd Fell et al. (éds.), *Migration to and from Taiwan*, op. cit., p. 57-72.

politiques cherchent à progressivement éliminer les industries à forte intensité de main-d'œuvre dans le delta de la rivière des Perles (et ailleurs) pour les remplacer par des industries high-tech. Par conséquent, les chercheurs se sont intéressés à la manière dont réagissent les *taishang* à cette pression, aux stratégies adoptées pour y faire face – quitter la Chine, diversifier leur ligne de produits et monter en gamme, aller vers le centre du pays et tenter d'entrer sur le marché intérieur, retourner à Taiwan ou fermer boutique – et à la manière dont cela affecte l'économie taïwanaise, les relations économiques sino-taïwanaises et la position de Taiwan dans les chaînes de valeur mondiales⁽²¹⁾. Dans l'ensemble, les recherches résumées ci-dessus sont dans une large mesure marquées par les modes de production, l'organisation des entreprises, les stratégies d'investissements et les réseaux sociaux déployés par les entrepreneurs taïwanais pour assurer le bon déroulement et la réussite de leurs activités commerciales en Chine.

Une autre approche des recherches sur les relations économiques sino-taïwanaises, souvent adoptée par les sociologues, se penche sur les relations de travail au sein des entreprises et leur évolution dans un contexte d'intensification du capitalisme mondial. Certains chercheurs ont avancé le fait que les entreprises *taishang* ont dû adapter un modèle de management familial, ou un leadership taïwanais basé sur l'« ethnique », aux défis d'une extension inévitable et d'une complexité organisationnelle croissante, réduisant ainsi la distance sociale et de classe entre le personnel taïwanais et de Chine continentale⁽²²⁾. Cependant, d'autres ont eu tendance à penser que cette distance – observable dans les liens hiérarchiques entre les managers taïwanais et les travailleurs chinois, et dans le style de management militaire de nombreuses entreprises taïwanaises – se maintiendrait, distinguant ainsi nettement l'entreprise taïwanaise de ses concurrents chinois et étrangers⁽²³⁾. Aujourd'hui, il ne fait pas de doute que les entreprises possédées par des *taishang* font face à de sérieux problèmes de transmission du leadership, la « seconde génération » étant peu encline à prendre la relève et faire face aux défis colossaux que pose l'adaptation d'une entreprise familiale aux évolutions du marché chinois – un problème auquel sont aussi confrontés les entrepreneurs chinois, comme nous avons pu le constater lors de nos enquêtes de terrain. Par conséquent, afin de garantir leur avenir, les entreprises taïwanaises vont probablement devoir recruter un nombre croissant de cadres chinois, ce qui devrait modifier la hiérarchie et les relations de travail au sein des entreprises – un sujet qui n'a pas encore fait l'objet de recherches approfondies⁽²⁴⁾.

Simultanément, la question du renforcement ou de la restriction des relations économiques avec la Chine semble diviser plus que jamais la société taïwanaise. Le « Mouvement des tournesols », au début de l'année 2014, revendiquait notamment la nécessité d'un examen plus complet des accords commerciaux entre Taiwan et la Chine afin de protéger l'île de la domination économique (et politique) du continent. Ses principales cibles, en plus de l'administration Ma, étaient les grands conglomérats (*caituan* 財團) accusés de n'être intéressés que par le profit et d'être prêts à vendre la souveraineté taïwanaise en échange d'un deal lucratif avec la Chine. De fait, l'association gouvernement-entreprises est devenue le principal ennemi des opposants à la politique pro-chinoise du KMT. Tous les accords commerciaux sino-taïwanais ont été ajournés et devront attendre les élections présidentielles de 2016. Quels qu'en soient les résultats, la véritable question est : que peut attendre Taiwan d'une intégration économique accrue avec la Chine ? Faut-il s'attendre à une dévitalisation complète de l'économie de l'île suivie d'une colonisation par des capitaux de Chine continentale, comme le prédit la partie la plus politisée de la société civile taïwanaise⁽²⁵⁾ ? Ou, est-ce que les voix opposées, notamment celles des entrepreneurs taï-

wanais, ont raison de dire que l'intégration économique est le seul remède pour doper une économie taïwanaise apathique – en forçant les entreprises locales à faire face à la concurrence mondiale et en aidant les plus innovantes d'entre elles à intégrer une économie mondiale en pleine mutation ? Comme nous l'avons montré dans notre travail de terrain, de nombreux *taishang* sont frustrés par leurs compatriotes qui, disent-ils, ont peur de « monter le tigre chinois » auquel ils ne pourront de toute manière pas échapper. Ils sont déçus par leur gouvernement, qui s'est montré incapable de les aider à résoudre leurs problèmes en Chine ou de mettre en œuvre des politiques aptes à leur offrir plus d'opportunités chez eux, ce qui leur aurait permis de ne pas quitter Taiwan. D'une certaine manière, rien n'a changé depuis les premiers jours du « tournant vers la Chine » à la fin des années 1980, lorsque Taiwan a été inévitablement tiré dans l'« orbite chinoise » par des changements structurels économiques et l'esprit d'entreprise des *taishang*.

Les taishang et les relations sociales sino-taïwanaises

Comme nous l'avons mentionné ci-dessus, les *taishang* ont été les premiers Taïwanais à résider longtemps en Chine et ils ont rapidement été identifiés par les sociologues comme une entité sociale apte à tester la « comptabilité » des deux sociétés de part et d'autre du détroit. Durant la première moitié des années 2000, de nombreuses études se sont penchées sur le degré d'intégration des *taishang* (ou des Taïwanais) dans la société chinoise et sur la perception qu'ils ont de leur société hôte. Nous nous intéressons ici plus particulièrement à la question des changements d'identité et à la manière dont ils influent la perception des *taishang* sur leur île natale.

21. Voir Weng Hai-ying et Feng Xiao-yun, « Jinrong haixiao hou Guangdong taishang de zhuanxing shengji dongxiang ji tiaozhan » (Tendances et défis de la transformation et de la modernisation des *taishang* du Guangdong après le tsunami financier), *Yatai jingji*, n° 2013/1, p. 128-134 ; Cao Xiaoheng, Gao Yi et al., « Dalu taizi qiye zhuanxing de diaoyan yu sikao: jiyu Zhongsanjiao, Zhushanjiào deng taizi qiye jujiyu diaoyan fenxi » (Enquête et réflexions sur la transformation des entreprises à capitaux taïwanais en Chine continentale : analyse des districts d'entreprises à capitaux taïwanais du delta de la rivière des Perles et du delta du Yangzi), in Tung Chen-yuan et Cao Xiaoheng (éds.), *Liang'an jingmao guanxi de jiyu yu tiaozhan* (Défis et opportunités des relations économiques et commerciales sino-taïwanaises), op. cit., p. 95-111.
22. Voir Peng Fang, « Jishi gangong de baquan tizhi: dui Huanan yijia jiagong chukou taizichang de laoding tizhi yanjiu » (Le régime hégémonique de la course contre la montre : mode d'organisation d'une usine à capitaux taïwanais dans le sud de la Chine), *Taiwan shehuixue* (Sociologie de Taiwan), n° 14, 2007, p. 51-100 ; Lin Chia-huang, Lin Chih-jung et al., « Shijie shi pingdeng de ? Quanchihua, zaidihua yu dalu taizi qiye: tai lugan guanxi » (Le monde est-il égalitaire ? Mondialisation, localisation et entreprises à capitaux taïwanais en Chine continentale : les relations entre les cadres taïwanais et chinois), in Keng Shu, Gunter Schubert et al. (éds.), *Taishang yanjiu* (Taishang Studies), op. cit., p. 301-339.
23. Voir Deng Jianbang, « Jiejin de juli: Zhongguo dalu taizi changde hexin dalu yuangong yu taishang » (Distance intime : *taishang* et travailleurs chinois dans les entreprises à capitaux taïwanais de Chine continentale), *Taiwan shehuixue*, n° 3, 2002, p. 211-251 ; Huang Yan, *Quanchihua yu Zhongguo laodong zhengzhi de zhuanxing: lai zi Huanan diqu de guan cha* (Mondialisation et transformation des politiques chinoises sur le travail : observations sur la Chine du Sud), Shanghai, Shanghai renmin chubanshe, 2011.
24. Deng Jian-bang et Wei Ming-ju ont mené une étude intéressante sur les *taishang* de la seconde génération dans le delta de la rivière des Perles qui semble contredire cette hypothèse. Les jeunes *taishang* sont très attachés à la solidarité ethnique et à la confiance organisationnelle pour mener leur entreprise dans les eaux agitées de l'économie chinoise. Voir Deng Jian-bang et Wei Ming-ju, « Jiating qiye yu shidai bianqian: yi Zhushanjiào diqu zhizaoye taishang weili » (Entreprises familiales et changements générationnels : les entreprises taïwanaises du secteur manufacturier dans le delta de la rivière des Perles), *Zhongguo dalu yanjiu*, n° 53, 2010, p. 25-51.
25. Il est intéressant de noter que l'entrée de capitaux chinois à Taiwan a été officiellement approuvée par la première administration Chen en octobre 2003, par une révision de la « loi sur les relations entre la population de Taiwan et de Chine continentale » datant de 1992. De fait, les investissements chinois illégaux sur l'île s'élevaient déjà à plusieurs milliards de dollars taïwanais dès la fin des années 1990, même si cet argent était difficile à tracer à l'époque. Pour plus de détails, voir Joseph Y. S. Cheng et Shixiang Mo, « The Entry of Mainland Chinese Investment into Taiwan: Considerations and Measures Adopted by the Taiwan Government », *China Information*, vol. XXII, n° 1, 2008, p. 91-118.

Cet axe de recherche étudie ainsi le processus d'intégration sociale entre Taiwan et la Chine et, de manière plus implicite, son impact sur leurs relations politiques. Les chercheurs qui ont travaillé sur cette question ont également établi un lien entre leurs résultats sur les mouvements migratoires entre Taiwan et la Chine et l'étude des transmigrations, qui occupe une place prépondérante dans la sociologie contemporaine. Ces études ont montré sans laisser aucun doute que l'intégration sociale des *taishang* – et des Taïwanais en général – dans la société chinoise est au mieux limitée.

Dans plusieurs études, les *taishang* sont décrits avant tout comme des « animaux économiques » peu affectés par les questions identitaires dans leur choix d'un site d'investissement ou leur gestion d'une entreprise dans un environnement hostile, et qui ont tendance à se concentrer davantage sur les chaînes d'approvisionnement et les structures de clusters. Cependant, nous avons pu constater sur le terrain que les entrepreneurs taïwanais qui ont des racines sur le continent voient les choses assez différemment des *taishang* d'origine taïwanaise (*bentu*) et qu'ils perçoivent leur migration comme une sorte de « retour aux sources »⁽²⁶⁾. Ces entrepreneurs sont en bonne position pour s'intégrer sans heurt dans leur société hôte où l'argent et le succès économique tiennent une place prépondérante. Cependant, d'autres études ont souligné l'importance du facteur identitaire dans la relation que les *taishang* entretiennent avec leur environnement social. Par exemple, Gunter Schubert a montré que les entrepreneurs taïwanais restent très attachés à leur terre natale quelle que soit la durée pendant laquelle ils ont travaillé en Chine⁽²⁷⁾. Ils n'en gardent pas moins une « identité contextuelle » dans la mesure où ils se définissent comme « Taïwanais » ou comme « Chinois » selon le contexte social, invoquant souvent des notions telles que « transnational », « cosmopolite », « mondial » ou « hybride » pour se positionner au-delà de l'opposition antinomique « Taiwan-Chine »⁽²⁸⁾.

Néanmoins, de nombreux éléments dans nos données suggèrent que les *taishang* ont une identité taïwanaise fortement ancrée qui évolue peu dans le temps et qui est simplement recouverte d'un « discours transnational » pour éviter les discussions gênantes avec les Chinois du continent⁽²⁹⁾.

De manière générale, les *taishang* (et les autres Taïwanais) perçoivent un « fossé identitaire » considérable entre eux et la société chinoise hôte aussi bien au niveau de l'identité culturelle (« ethnique ») et politique (civique, nationale) que des modes de vie et des habitus⁽³⁰⁾. C'est dans ce contexte que Lin Rui-hua avance l'idée selon laquelle l'appartenance à une même classe peut changer l'identité plus que toute autre caractéristique de groupe, ce qui faciliterait l'intégration sociale des migrants taïwanais en Chine⁽³¹⁾. Cependant, ses résultats ne vérifient pas cette hypothèse : en dépit du fait que l'appartenance à une même classe crée un lien entre Taïwanais et Chinois dans les quartiers huppés des villes chinoises, cela n'enlève en rien le sentiment d'être spécifiquement taïwanais sur le plan du mode de vie, de l'habitus et de la culture, autant de points qui éloignent les Taïwanais de leur environnement chinois. Apparemment, jusqu'à présent, la formation d'une classe ne s'est pas traduite par un changement d'identité, mais il n'est pas exclu que cela se produise.

Lin Ping, pour sa part, a beaucoup écrit sur les expériences identitaires des différents groupes de Taïwanais en Chine, par exemple, les résidents taïwanais, les Taïwanais continentaux et les adolescentes taïwanaises dans les écoles taïwanaises⁽³²⁾. Selon lui, peu importe l'entité sociale envisagée, l'identité taïwanaise – bien qu'elle évolue vers une « catégorie intermédiaire » qui ne corresponde plus entièrement à l'identité de Taiwan sur son territoire – exclut une véritable intégration sociale des migrants taïwanais en Chine ; ces derniers restent d'une façon ou d'une autre Taïwanais, construisant leur identité, au moins en partie, par opposition aux « Chinois »⁽³³⁾.

26. Voir Wang Hsin-hsien, « Wu yi leiju: Taiwan IT chanye dalu touzi de qunju xianxian yu lilun fenxi » (Qui se ressemble s'assemble : analyse du phénomène de regroupement des investissements taïwanais en Chine dans le secteur des TI), *Zhongguo dalu yanjiu* (Études sur la Chine continentale), n° 47, 2004, p. 85-109 ; Chang Chia-ming et Chiang Sheng-che, « Suzhou Taishang de zhengqi guanxi: zhidu xiangqian yu bijiao guanlian de kaocha » (Relations gouvernement-entreprises à Suzhou : enquête sur l'intégration institutionnelle et comparaison des points de vue), *Zhengzhi xuebao* (Revue de sciences politiques), n° 44, 2007, p. 25-65 ; Keng Shu et Lin Chia-huang, « Deng tang wei rushi: xinren jigou, xieli wangluo yu taishang chanye qunju de moshi » (Arpenter le couloir sans entrer dans la chambre : confiance interpersonnelle et réseaux exclusifs parmi les fabricants taïwanais du delta du Yangzi), *Shehui kexue luncong*, n° 2, 2008, p. 91-126.
27. Voir Gunter Schubert, « The Political Thinking of the Mainland Taishang: Some Preliminary Observations from the Field », *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 39, n° 1, 2010, p. 73-110.
28. Chen, Keng et al., dans une étude basée sur des entretiens téléphoniques représentatifs menés à Taiwan, ont montré les relations complexes entre intérêt et identité, le dernier contextualisant fortement le premier. Cependant, cette enquête ne cibait pas spécifiquement les *taishang*. Voir Chen Lu-hui, Keng Shu et al., « Lixing zili huo ganxing rentong ? Yingxiang Taiwan minzhong liang'an jingmao lichang yinsu de fenxi » (Identité ou intérêt ? analyses des positions de la population taïwanaise sur les échanges économiques sino-taïwanais), *Dongwu zhengzhi xuebao* (Revue de sciences politiques de Soochow), n° 27, 2009, p. 87-125.
29. Dans son article de 2010, Schubert note que cette identité contextuelle semble avoir été intériorisée par un grand nombre de ses interlocuteurs *taishang*. Nous ne sommes cependant pas en mesure de trancher cette question à la lumière des dernières données que nous avons collectées sur le terrain. Bien que les échantillons respectifs soient petits et ne se chevauchent pas, il est possible de faire l'hypothèse selon laquelle l'« identité taïwanaise » n'entre pas en conflit avec l'« identité transnationale » et que la première est profondément ancrée tandis que la seconde est plutôt « contextuelle ». Voir Gunter Schubert, « The Political Thinking of the Mainland Taishang: Some Preliminary Observations from the Field », *art. cit.*
30. Voir Keng Shu et Lin Chia-huang, « Deng tang wei rushi: xinren jigou, xieli wangluo yu taishang chanye qunju de moshi » (Arpenter le couloir sans entrer dans la chambre), *art. cit.* ; Deng Jianbang, « Jiejing de juli: Zhongguo dalu taizi changde hexin dalu yangong yu taishang » (Distance intime : *taishang* et travailleurs chinois dans les entreprises à capitaux taïwanais de Chine continentale), *art. cit.* ; Chang Li-ke, Huang Dong-jyh et al., « Zuqun xiuxian yundong yu shehui huajian: dui Zhongguo dalu taishang manlei lianmeng de fenxi » (Ethnicité, loisir et frontières sociales : analyse des équipes de slow-pitch softball en Chine continentale), *Huawai youqi yanjiu*, n° 22, 2009, p. 55-80 ; Wei Min, « "Yi Zhong yuance" yu dalu taishang guojia rentong zhi chutan » (Ébauche de discours sur les relations entre le principe d'« une seule Chine » et l'identité nationale des commerçants taïwanais en Chine continentale), *Linda xuebao*, n° 8, 2011, p. 25-49 ; Lin Rui-hua, « Jiejing butong buxiang weimou: dalu Taiwanren shehui rongru zhuangkuang zhi yanjiu » (Qui se ressemble s'assemble : classe sociale et assimilation sociale des Taïwanais en Chine continentale), *Dongwu zhengzhi xuebao* (Revue de sciences politiques de Soochow), n° 30, 2010, p. 127-167 ; Lin Rui-hua et Keng Shu, « Zhongguo dalu de zifa xiehui yu gongmin shehui: Kunshan yu Dongguan taixiede ge'an yanjiu » (Association spontanée et société civile en Chine : études de cas sur les ACT de Kunshan et Dongguan), in Keng Shu, Gunter Schubert et al. (éds.), *Taishang yanjiu* (Taishang Studies), *op. cit.*, p. 189-241. Voir aussi, dans ce contexte, les études sur la distance sociale entre les cadres d'usine taïwanais et les travailleurs chinois, dans l'industrie ou les services, qui arrivent à peu près aux mêmes conclusions sur les obstacles à l'intégration sociale de la part des migrants taïwanais : Deng Jianbang, « Jiejing de juli: Zhongguo dalu taizi chang de hexin dalu yangong yu taishang » (Distance intime : *taishang* et travailleurs chinois dans les entreprises à capitaux taïwanais de Chine continentale), *op. cit.* ; Liu Y., Wang P. et al., « Dalu taizi zhong de zuzhi "duanlie" yu "Taiwanren" qunti de shehui ronghe » (L'écart organisationnel dans les entreprises taïwanaises de Chine continentale et l'intégration sociale de la communauté des « Taïwanais »), in Keng Shu, Gunter Schubert et al. (éds.), *Taishang yanjiu* (Taishang Studies), *op. cit.*, p. 273-300.
31. Voir aussi Rui-hua Lin, Shu Keng et al., « Class or Identity Matters ? The Social Assimilation of Taiwanese Sojourners in China », in Jenn-Hwan Wang (éd.), *Border Crossing in Greater China. Production, Community and Identity*, Londres, New York, Routledge, 2014, p. 202-218.
32. Voir Lin Ping, « Cong juzhu kongjian kan Taiwanren dui Zhongguo dalu dangdi de rentong » (La ségrégation résidentielle des Taïwanais en Chine), *Taiwan Political Science Review*, n° 13, 2009, p. 57-111 ; Lin Ping, « Wo de meili yu aichou: zai Zhongguo dalu de danshen Taiwan nixing » (Ma beauté et ma tristesse : les Taïwanaises célibataires en Chine), *Renkou xuekan*, n° 41, 2010, p. 111-151 ; Lin Ping, « Chinese Diaspora "at Home": Mainlander Taiwanese in Dongguan and Shanghai », *China Review*, vol. 11, n° 2, 2011, p. 43-64 ; Lin Ping « Cong xuni dao xianshi de shenfen rentong: yi Dongguan yu Huadong taishang xuexiao de biyesheng weili » (Souvenirs d'un futur foyer : les adolescents des écoles taïwanaises en Chine), *Renkou xuekan*, n° 46, 2013, p. 1-45.
33. Voir aussi Chen Chung-cheng, « Quanjihua xia de liang'an shehui jiaoliu yu huodong: yige cong tazhu zhuanxiang zishen de licheng » (Échanges et interactions sociales entre Taiwan et la Chine : de l'Autre vers le Moi), *Yuanjing jijinhui jikan*, n° 1, 2008, p. 39-73. Il existe également une littérature sur la formation (problématique) des identités « transnationales » en Chine, que l'on peut voir comme une partie d'un débat plus large sur la transmigration. Voir Deng Jianbang, « Chiku de huijia: da Shanghai taiji jingli renyuande yimin shenghuo » (L'éternel retour : la vie de migrant des cadres taïwanais dans le Grand Shanghai), *Taiwan shehuixue*, n° 18, 2009, p. 139-179 ; Horng-Luen Wang, « How are Taiwanese Shanghaied? », *Positions*, vol. 17, n° 2, 2009, p. 321-346 ; Yen-Fen Tseng et Jieh-Min Wu, « Reconfiguring Citizenship and Nationality: Dual Citizenship of Taiwanese Migrants in China », *Citizenship Studies*, vol. 15, n° 2, 2011, p. 265-282. Comme l'ont montré Keng, Schubert et al., la différence entre les chercheurs qui adoptent cette position et ceux qui trouvent plus de preuves d'une identité taïwanaise « concrète » repose souvent sur des évaluations divergentes, si ce n'est des points de vue normatifs, sur les effets de la mondialisation. Voir Shu Keng, Gunter Schubert et al., « Taiwan and Globalisation. Reflections on the Trajectory of Taishang Studies », *art. cit.*

Un autre axe de recherche sur l'intégration sociale sino-taïwanaise examine l'immigration chinoise à Taiwan, et plus particulièrement les questions liées aux mariages mixtes. Les chercheurs ont étudié l'impact de ces mariages sur le tissu social taïwanais, notamment la manière dont les épouses chinoises s'adaptent à la vie à Taiwan et comment elles sont perçues par les Taïwanais, ainsi que la mobilisation de la société civile et la formation d'ONG, deux questions liées à la lutte des épouses chinoises pour la libéralisation des politiques migratoires taïwanaises⁽³⁴⁾. Bien que cette littérature ne se réfère pas spécifiquement aux *taishang*, elle montre assez clairement que l'intégration sociale des Chinois (des épouses chinoises dans ce cas) à Taiwan soulève des questions d'identité, de nationalisme, de valeurs traditionnelles, de politiques partisanes et de sécurité nationale, ce qui en fait un problème bien plus sensible politiquement que l'intégration sociale des migrants taïwanais sur le continent.

Actuellement, les échanges universitaires sino-taïwanais sont de plus en plus fréquents, et le fait que de plus en plus de Chinois soient autorisés à faire des affaires à Taiwan laisse présager un nombre accru de travailleurs qualifiés et du secteur tertiaire à Taiwan. Simultanément, les jeunes entrepreneurs taïwanais n'hésitent pas à partir pour la Chine pour commencer une activité ou à installer des filiales de leur entreprise à Taiwan. En fait, l'intensification des relations sino-taïwanaises est irrémédiable, quoi qu'en pensent les élites politiques et les décideurs de part et d'autre du détroit. Elle va continuellement renforcer les connaissances mutuelles et, espérons-le, l'empathie, créant ainsi une base solide et durable à des relations amicales et civiques entre Taiwan et la Chine dans un avenir proche. De toute évidence, les *taishang* auront un rôle important à jouer à cet égard, comme ils l'ont eu par le passé.

Les taishang et les relations politiques sino-taïwanaises

En plus de leur rôle-clé dans les relations économiques et sociales entre Taiwan et la Chine, la place des entrepreneurs taïwanais dans les relations politiques sino-taïwanaises a fait l'objet de discussions animées et controversées parmi les observateurs politiques et les journalistes. Les *taishang* ont été perçus comme une entité importante, voire puissante, pour faciliter la communication entre Taiwan et la Chine, en particulier durant les périodes de relations bilatérales tendues, notamment pendant l'ère Chen Shui-bian. Ils ont aussi été considérés comme des « animaux apolitiques » n'ayant aucun remord à tourner le dos à Taiwan, voire à « vendre » l'île si cela leur offrait des opportunités de profit dans une économie chinoise en plein essor. Dans leurs efforts pour donner une signification aux données empiriques disponibles, les spécialistes en sciences politiques ont présenté un tableau plus nuancé. Bien qu'il ne fasse pas de doute que les bureaucraties gouvernementales chinoises au niveau national et local aient été décisives pour les entrepreneurs taïwanais par leur capacité à façonner l'environnement des affaires, les chercheurs ont sérieusement remis en question l'idée selon laquelle les *taishang* pourraient être facilement contraints de devenir des agents de la politique taïwanaise de la Chine. En effet, la marge de manœuvre du gouvernement chinois pour imposer des sanctions contre les *taishang* afin d'influencer le gouvernement taïwanais est limitée par le coût économique et politique que cela impliquerait⁽³⁵⁾.

Une attention particulière a été apportée à la montée des associations commerciales taïwanaises (ACT ; en anglais *Taiwanese Business Associations*, TBAs) en Chine continentale depuis la fin des années 1990, au moment où les chercheurs ont commencé à s'intéresser à la capacité de ces organisations à protéger efficacement les intérêts des *taishang* et à influen-

cer les politiques locales et nationales en Chine. Malgré l'optimisme initialement suscité par les ACT, leur capacité à constituer des groupes d'intérêt efficaces a rapidement été relativisée lorsque les chercheurs se sont rendu compte que les ACT ne pouvaient se soustraire aux contraintes imposées par le régime du PCC à toutes les organisations sociales actives en Chine⁽³⁶⁾. Les ACT ont fait office de plateformes de services offrant à leurs membres des informations économiques et, plus important encore, une aide aux entreprises *taishang* pour résoudre des problèmes spécifiques relatifs aux réductions d'impôts, à l'accès aux terrains, aux conflits de travail et aux conflits d'intérêts entre *taishang*. Elles ont cependant été incapables d'influencer l'élaboration des politiques chinoises au niveau local de quelque manière que ce soit, et ce malgré l'institutionnalisation progressive de leurs relations avec les autorités chinoises⁽³⁷⁾. Les ACT ont certainement joué un rôle prépondérant pour l'établissement d'un système de *guanxi* entre les entrepreneurs taïwanais et les cadres chinois locaux, ainsi qu'entre ces derniers et les représentants gouvernementaux et législateurs taïwanais (aussi bien au niveau local que national). En ce sens, elles continuent de jouer un rôle significatif pour faciliter les relations politiques sino-taïwanaises⁽³⁸⁾. Ce-

34. Voir Chen Chih-jou et Yu De-lin, « Taiwan minzhong dui wailai pei'ou yimin zhengce de taidu » (Attitudes du public envers les politiques migratoires de l'égard des épouses étrangères), *Taiwan shehuixue* (Sociologie de Taiwan), n° 10, 2005, p. 95-148 ; Chen Chung-cheng, « Quanqihua xia de liang'an shehui jiaoliu yu huodong: yige cong tazhu zhuanxiang zishen de licheng » (Échanges et interactions sociales entre Taiwan et la Chine : de l'Autre vers le Moi), art. cit. ; Winnie King, « Taiwanese Nationalism and Cross-Strait Marriage: Governing and Incorporating Mainland Spouses », in Gunter Schubert et Jens Damm (éds.), *Taiwanese Identity in the Twenty-first Century: Domestic, Regional and Global Perspectives*, Londres, New York, Routledge, 2011, p. 176-196 ; Yu-Chin Tseng, Isabelle Cheng et al., « The Politics of the Mainland Spouses' Rights Movement in Taiwan », in Kuei-fen Chiu et Dafydd Fell (éds.), *Migration to and from Taiwan*, op. cit., p. 205-226 ; Lara Momesso, « Between Official and Concealed: Reconsidering the Status of Mainland Spouses in Contemporary Taiwan », in Astrid Lipinsky (éd.), *Immigration Societies. Taiwan and Beyond*, Berlin, Münster, LIT, 2015, p. 171-193 ; Wan-Ying Yang, « The Differentiated Civil, Social, and Political Rights of Female Mainland Spouses in Taiwan », in *ibid.*, p. 105-126.
35. Voir Tun-Jeng Cheng, « Doing Business with China: Taiwan's Three Main Concerns », art. cit. ; Keng Shu, « Tucheng muma ? Taishang shequn de zhengzhi yingxiang fenxi » (Un cheval de Troie ? Analyse de l'influence politique des *taishang*), in Chen Teh-sheng (éd.), *Jingji quanqihua yu taishang dalu touzi: celüe, buju yu bijiao* (Mondialisation économique et investissement des *taishang* en Chine continentale : stratégie, accord et comparaison), Luzhou, Jingdian wenhua, 2005, p. 111-147 ; Keng Shu et Lin Chung-sheng, « Quanqihua beijing xia de liang'an guanxi yu taishang jueuse » (Relations sino-taïwanaises et rôles des *taishang* dans le contexte de la mondialisation), *Zhongguo dalu yanjiu*, n° 48, 2005, p. 1-28 ; Shu Keng et Gunter Schubert, « Agents of Taiwan-China Unification? The Political Roles of Taiwanese Business People in the Process of Cross-Strait Integration », *Asian Survey*, vol. 50, n° 10, 2010, p. 287-310. Dans leur article de 2010, Keng et Schubert ont élaboré une typologie de la capacité d'action (*agency*) des *taishang* en tant qu'otages de la Chine, agents de la Chine, « tampons » de Taiwan ou lobbyistes de Taiwan. Ils montrent que toute pression placée sur les entrepreneurs taïwanais dans le but d'influencer les politiques intérieures de Taiwan seraient trop coûteuses pour l'économie chinoise ou simplement inefficaces. Ce serait également le cas, selon nous, si la Chine essayait d'utiliser les *taishang* pour promouvoir sa politique d'unification, à cause de leur hétérogénéité socioéconomique et de l'absence d'organisations de lobbying puissantes sur l'île. En ce qui concerne le rôle des *taishang* en tant que lobbyistes du gouvernement taïwanais, les auteurs se montrent plus prudents et suggèrent l'évolution possible des associations commerciales taïwanaises (voir ci-dessous) en groupes de lobbying plus efficaces parallèlement à l'ouverture du système politique chinois et, probablement, une influence accrue sur un gouvernement dirigé par le KMT à Taiwan. Voir Shu Keng et Gunter Schubert, « Agents of Taiwan-China Unification? The Political Roles of Taiwanese Business People in the Process of Cross-Strait Integration », art. cit.
36. Voir Li Tao-cheng et Hsu Hsiu-mei, *Jingshang Zhongguo: dalu gedi taishang de zhuanqian jingyan* (Faire des affaires en Chine : les expériences lucratives des *taishang* en Chine), Taipei, Shangxun wenhua, 2001 ; Chen-Yuan Tung, « Cross-Strait Economic Relations: China's Leverage and Taiwan's Vulnerability », *Issues & Studies*, vol. 39, n° 3, 2003, p. 137-175.
37. Voir Keng Shu et Lin Rui-hua, « Zhidu huanjing yu xiehui xiaoneng: dalu taishang xiehui de ge'an yanjiu » (Environnement institutionnel et efficacité organisationnelle : étude de cas des associations commerciales taïwanaises en Chine), *Taiwan zhengzhi xuekan*, n° 11, 2007, p. 93-171 ; Chun-yi Lee, « When Private Capital Becomes a Security Asset: Challenging Conventional Government/Business Interaction », *East Asia*, vol. 25, 2008, p. 145-165.
38. Les chercheurs chinois insistent particulièrement sur ce point ; voir, par exemple, Huang Yizhong et Xiao Erhong, « Tigao liyong taizi zhiliang he shuiping de youyi tansuo » (Enquête sur le développement et l'optimisation des capitaux taïwanais), *Guangdongsheng shehuizhuyi xuebao* (Revue socialiste de la province du Guangdong), 2004, n° 4, p. 60-64 ; Yi Cunyi, « Taizi qiye xiehui yu liang'an guanxi » (Entreprises à capitaux taïwanais et relations sino-taïwanaises), *Taiwan yanjiu. liang'an jingmao*, n° 2, 2007, p. 13-18.

pendant, les ACT n'ont jamais pu développer une capacité d'action collective (*collective agency*) suffisamment importante pour mener à bien un agenda politique autonome visant à protéger et promouvoir les intérêts des *taishang*. Elles n'ont pas non plus réussi à devenir un agent politique efficace en appui à la volonté d'unification du gouvernement de la RPC, même si les ACT ont tendance à faire ce que l'on attend d'elles à cet égard, notamment en mobilisant les *taishang* pour revenir à Taiwan et voter pour le KMT « pro-chinois » lors des élections importantes (39).

À Taiwan, les *taishang* rejoignent de nombreuses associations professionnelles qui font aussi du lobbying pour leurs intérêts en Chine continentale (40). Cependant, comme le montrent nos récentes recherches sur le terrain, l'impact de ces associations sur le processus d'élaboration des politiques est plus limité que ce à quoi l'on pourrait s'attendre. Elles peuvent informer le gouvernement taïwanais des divers problèmes liés aux *taishang* en Chine, offrir des conseils sur des propositions politiques spécifiques, ou même présenter leurs propres suggestions, mais la plupart des associations taïwanaises sont encore dans une large mesure marquée par un passé corporatiste et ont tendance à se considérer comme des intermédiaires entre leurs membres et le gouvernement plutôt que comme des groupes d'intérêts à proprement parler faisant pression sur le gouvernement au nom de leurs clients. De nombreux *taishang* avec qui nous nous sommes entretenus ne voient pas vraiment l'utilité de ces organisations et se plaignent que le secteur des affaires soit, dans les faits, largement exclu des négociations commerciales entre Taiwan et la Chine. Ce reproche est certainement exagéré, dans la mesure où le gouvernement est largement conscient des problèmes spécifiques auxquels les entrepreneurs taïwanais sont confrontés en Chine continentale, et les deux parties communiquent régulièrement lors de réunions très formelles entre représentants du gouvernement et responsables d'ACT au cours des festivals du printemps et de l'automne, ainsi que lors d'échanges informels avec les représentants de la fondation des échanges sino-taïwanais (Straits Exchange Foundation, SEF), dont la mission principale est de servir les milieux d'affaires taïwanais en Chine continentale. De plus, il ne fait pas de doute que depuis 2008, la politique chinoise de Taiwan sous l'administration Ma a largement servi leurs intérêts, notamment en facilitant les échanges et le transport entre les deux rives du détroit, ainsi que par la conclusion de l'ECFA et d'autres accords qui, même s'ils n'ont pas encore été officiellement ratifiés, sont d'une importance cruciale pour les entreprises taïwanaises qui ont une activité en Chine.

De manière générale, la formation d'une unité *taishang* cohérente dotée d'une influence visible sur la politique chinoise de Taiwan a été entravée par plusieurs facteurs : une fragmentation interne, en termes de taille et de types d'entreprises (forte intensité de main-d'œuvre vs forte intensité de capitaux/high-tech), d'origines sociales, d'identité (nationale) et d'orientation politique, et une prudence extrême sur le front politique par peur d'une stigmatisation idéologique en Chine et à Taiwan qui nuirait à leurs intérêts économiques. Pour ces raisons, les *taishang* continuent de faire profil bas et s'abstiennent de toute participation publique dans les affaires de politiques internes ou même d'action collective (41). Plus important encore, cependant, le gouvernement taïwanais, qu'il soit dirigé par le KMT ou le DPP, doit faire preuve d'une extrême prudence lorsqu'il discute avec la Chine afin de ne pas donner l'impression d'être « à la solde » de Pékin, ce qui lui ferait courir le risque d'une défaite électorale. En fait, la position politique délicate du gouvernement taïwanais restreint les efforts du secteur économique pour promouvoir son agenda au niveau des politiques nationales et limite sans doute la capacité des réseaux formés entre gouvernement et milieux

d'affaires de part et d'autre du détroit à influencer ou manipuler l'élaboration des politiques à Taiwan (42). Si le gouvernement chinois, les élites pro-unification (et en recherche de rente) du KMT et les capitalistes de part et d'autre du détroit poursuivent un « projet hégémonique » visant à amener Taiwan dans l'« orbite chinoise » comme le pensent Wu Jieh-min, André Beckershoff et d'autres, ils auront certainement maille à partir face à une démocratie taïwanaise vigoureuse (43). En fait, comme nous avons pu le constater à travers notre travail de terrain, l'« alliance logique » entre un parti dominant pro-chinois, comme le KMT, et des entrepreneurs taïwanais ayant de gros intérêts économiques en Chine n'est pas dénuée de tension, de déceptions et de frustrations à cause du sentiment largement répandu chez ces derniers qu'ils sont ignorés du gouvernement taïwanais, ce dernier étant souvent critiqué pour ses hésitations et son inefficacité lorsqu'il s'agit d'aider les *taishang*. Cela reste vrai aussi pour les grands magnats qui ont plus d'emprise sur les décideurs pour faire avancer leurs intérêts, mais qui sont pris en étau entre les gouvernements chinois et taïwanais et qui ne

39. Dans sa thèse de doctorat, Chuang Jung-chang présente une analyse des tactiques de lobbying des ACT en s'appuyant sur des données obtenues à partir d'un questionnaire présenté à 95 représentants d'ACT, complétées par des entretiens approfondis avec dix présidents d'ACT. Il a notamment découvert que les ACT dépendent du Bureau des affaires taïwanaises (*guotaiban*) en Chine continentale, alors qu'elles se tournent vers la semi-officielle fondation des échanges sino-taïwanais (Straits Exchange Foundation) pour leurs activités de lobbying. Les petites réunions (*zuotanhui*), les conférences et les banquets informels se sont révélés être les moyens de communication les plus efficaces pour résoudre les problèmes au sein de la communauté *taishang*. Voir Chuang Jung-chang, *Dalu diqu taishang xiehui guanshuo xingwei zhi yanjiu* (Étude des comportements de lobbying des associations d'entrepreneurs taïwanais en Chine continentale), thèse de doctorat, Taipei, Chinese Cultural University, 2013. À notre connaissance, au moment de la rédaction de cet article, c'est l'étude la plus complète sur ces organisations, bien qu'elle n'apporte pas beaucoup plus d'informations que les études précédentes. Les répondants à l'enquête de Chuang étant tous des responsables d'ACT, ses résultats sont quelque peu biaisés en ce qui concerne l'importance autoproclamée des ACT. De fait, les *taishang* qui ne sont pas des membres actifs de ces associations ont une opinion assez différente sur leur efficacité et les considèrent au mieux comme un dernier recours au cas où les réseaux individuels de *guanxi* aient été insuffisants pour résoudre un problème donné.
40. Les trois grandes associations commerciales taïwanaises sont la Fédération nationale des industries de Chine (*Zhonghua minguo quanguo gongye zonghui*), la Chambre de commerce de la République de Chine (*Zhonghua minguo quanguo shangye zonghui*), et l'Association nationale de l'industrie et du commerce de Chine (*Zhonghua minguo gongshang xiejinhui*). Il existe, en plus, de nombreuses autres associations sectorielles qui œuvrent beaucoup pour les intérêts économiques de leurs membres sur le continent.
41. La majorité des entrepreneurs taïwanais préfèrent en fait faire cavalier seul en soutenant financièrement des hommes politiques durant les élections afin de s'assurer leur aide plus tard en cas de besoin. Bien que cette stratégie leur garantisse une influence substantielle sur les affaires intérieures taïwanaises, elle est centrée sur des intérêts individuels et n'implique pas de coordination politique entre les *taishang*. C'est pourquoi leur impact sur l'élaboration des politiques au niveau national reste limité.
42. Wu Jieh-min, « Yi shangye moshi zuo tongzhan: kua haixia zhengzhi guanxi zhong de "zhengzhi dairen" » (Front uni pour les affaires : action politique dans les relations entre gouvernements et entreprises entre Taiwan et la Chine), article non publié, Institute of Sociology, Academia Sinica, Taipei. Wu identifie huit réseaux : la famille de Lien Chan, le Forum KMT-CCP (*Guo-Gong luntan*), le Sommet des PDG sino-taïwanais (*Zijinshan fenghui*), le Forum Boao pour l'Asie (*Boao yazhou luntan*), le Forum pour la paix entre Taiwan et la Chine (*Liang'an heping luntan*), le Forum économique et commercial sino-taïwanais (*Haixia liang'an jingmao luntan*), l'Association des fabricants taïwanais de matériel électrique et électronique (TEEMA), et les différentes associations commerciales taïwanaises (ACT) en Chine, notamment au niveau national, l'Association des entreprises d'investissement taïwanaises en Chine continentale (*Taiqilian*).
43. Voir André Beckershoff, « The KMT-CCP Forum: Securing Consent for Cross-Strait rapprochement », *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 43, n° 1, 2014, p. 213-241 ; André Beckershoff, « Seizing the Transnational – Ideology, Hegemony, and the Doubling of China-Taiwan Relations », *Spectrum: Journal of Global Studies*, vol. 6, n° 1, 2014, p. 1-21 ; Steve Tsang (éd.), *The Vitality of Taiwan: Politics, Economics, Society and Culture*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2012. La monopolisation médiatique des *taishang* « favorables à la Chine » est très discutée à Taiwan aujourd'hui ; l'achat du *China Times*, de China TV et de CTI Television en 2008 par le groupe Want Want est l'un des cas les plus emblématiques à cet égard. Depuis, les chercheurs ont pointé du doigt la présence d'articles favorables à la Chine dans le *China Times*, le « placement de produit » (l'achat d'articles par la Chine dans les médias taïwanais), et des subventions directes pour le groupe Want Want (et d'autres) accordées par le gouvernement chinois. Voir par exemple Chien-Jung Hsu, « China's Influence on Taiwan's Media », *Asian Survey*, vol. 54, n° 3, 2014, p. 515-539 ; Ming-yeh T. Rawnsley et Chien-san Feng, « Anti-Media Monopoly Policies and Further Democratization in Taiwan », *Journal of Current Chinese Affairs*, vol. 43, n° 3, 2014, p. 105-128.

peuvent donc rechercher qu'une relation clientéliste avec peu de « marge de manœuvre ». Cela reste cependant difficile à mesurer.

Tout bien considéré, l'importance des entrepreneurs taiwanais pour les relations politiques entre Taiwan et la Chine peut se révéler bien plus limitée que ne le supposent souvent les chercheurs taiwanais (et les observateurs partisans), même si nous n'avons (pour l'instant) pas assez de données empiriques pour évaluer l'impact des réseaux et des groupes politiques sino-taiwanais cachés qui font tant parler d'eux.

Perspectives

Le fil directeur qui parcourt cet article est sous-tendu par l'hypothèse selon laquelle les entrepreneurs taiwanais qui mènent des activités en Chine continentale et qui sont souvent résidents de longue durée en Chine constituent une « communauté relationnelle » essentielle. Cela signifie qu'ils connectent les deux côtés du détroit par leur état d'esprit et leur comportement économiques, sociaux et politiques, et qu'ils exercent une grande influence sur l'élaboration des politiques à Taiwan et en Chine. En s'appuyant sur la littérature et les résultats de nombreuses années de travail de terrain, cet article s'est efforcé de déterminer dans quelle mesure cette hypothèse peut être vérifiée. En matière de relations économiques sino-taiwanaises, la « création de liens » a été manifeste ces dernières années, avec la dépendance accrue de l'économie taiwanaise par rapport à la Chine et, depuis 2008, le souhait d'une intégration renforcée des deux côtés du détroit.

Les conséquences de ce processus posent de sérieuses questions pour l'économie taiwanaise dans un contexte de fuite des capitaux, de l'expertise et du travail qualifié en dehors de l'île. Ce débat est étroitement lié à la politique intérieure taiwanaise et à la longue lutte entre le parti au pouvoir et l'opposition sur la meilleure politique à adopter par rapport à la Chine. Dans ce débat, on peut affirmer que si les nouveaux accords commerciaux et la réglementation des investissements entre la Chine et Taiwan sont sans cesse bloqués par le corps législatif taiwanais, ou contestés dans la rue, les activités commerciales des *taishang* en Chine ne bénéficieront que très peu à Taiwan. Aucun impôt ne sera payé, aucun profit ne sera rapatrié, et aucun investissement ne sera effectué sur l'île à proprement parler. Mais d'autres voix se sont élevées pour souligner que Taiwan fait de toute façon face à cette situation depuis longtemps et doit réduire sa dépendance à la Chine pour des raisons de sécurité nationale. Par conséquent, le gouvernement doit faire ce qu'il faut pour inciter les entrepreneurs taiwanais à revenir ou les aider à se réorienter vers d'autres destinations. Cependant, ces voix sont contredites par de nombreux experts et décideurs politiques taiwanais qui sont convaincus que les échanges économiques aident progressivement les entreprises taiwanaises à se moderniser et à devenir plus compétitives, et que les investissements chinois à Taiwan offrent une opportunité précieuse aux entreprises du secteur commercial et financier pour se mondialiser. Il est clair que le milieu des affaires soutient cette vision et qu'il préfère « faire face au dragon chinois » plutôt que de le fuir, un effort de toute façon voué à l'échec selon les *taishang*.

La migration des *taishang* en Chine est tout aussi essentielle pour l'intégration sociale entre Taiwan et la Chine, même si, comme nous l'avons noté ci-dessus, l'intégration sociale a ses limites, dans la mesure où les Taiwanais résidant en Chine restent jusqu'à présent un groupe distinct en termes de perception de soi et d'accueil de la société hôte, et il existe peu de raisons de penser que cela change dans un avenir proche. Même s'ils parlent la même langue et partagent une tradition culturelle commune, « le sang n'est

pas plus dense que l'eau », et de nombreux Taiwanais gardent une certaine distance avec leur environnement chinois. Le tournant vers la Chine, semble-t-il, est surtout instrumental et uniquement rationalisé a posteriori comme étant culturellement logique. Les enjeux politiques entre la Chine et Taiwan sont bien trop élevés pour permettre au « principe d'une seule Chine » d'être intériorisé avec un niveau d'intégration sociale où le simple fait de vivre ensemble amicalement amène progressivement la formation d'une conscience d'être « simplement tous chinois ».

À propos des relations politiques entre Taiwan et la Chine, il a été montré que la capacité des *taishang* à avoir un impact sur l'élaboration des politiques de part et d'autre du détroit est probablement surestimée. Ils n'ont pas fait assez d'efforts pour devenir un acteur collectif en développant un véritable poids organisationnel. Leur pouvoir informel dépend du patronage politique et des réseaux sociaux qu'ils auront su acquérir et ces objectifs sont poursuivis uniquement pour des intérêts économiques individuels. Pour le moment, les *taishang* n'ont pas de stratégie coordonnée pour protéger leurs intérêts, pas plus qu'ils n'ont développé une identité collective significative. Finalement, les gouvernements de part et d'autre du détroit de Taiwan ont fixé des limites claires à leur action politique. En fait, si l'on met de côté tous les discours sur les magnats tout-puissants et manipulateurs, les entrepreneurs taiwanais n'ont pas le potentiel pour former des groupes de pression dans les relations sino-taiwanaises, bien qu'ils contribuent à entretenir des canaux de communication entre Taiwan et la Chine⁽⁴⁴⁾.

Cette analyse nous amène à la question de savoir quelle direction les études sur les *taishang* prendront à l'avenir, ainsi que celle de la pertinence de ce champ de recherche dans son ensemble. Les entrepreneurs taiwanais continueront d'être une force motrice du changement économique chinois et de la « sinisation » des chaînes de valeur mondiales, c'est pourquoi les économistes (politiques) s'intéresseront aux stratégies qu'ils emploient pour s'adapter aux défis d'une économie chinoise en pleine mutation, et ce également dans une perspective comparative. De plus, la question de la dévitalisation de Taiwan par la fuite de capitaux et de travailleurs qualifiés vers la Chine restera un sujet de recherche, ainsi que l'intensification progressive des investissements chinois à Taiwan et l'impact de la RPC sur l'économie taiwanaise. Les sociologues continueront d'étudier les facteurs qui facilitent ou entravent l'intégration sociale des Taiwanais en Chine continentale et des Chinois à Taiwan, ainsi que les tendances migratoires entre Taiwan et la Chine pour les recherches sur les migrations internationales.

Pour les chercheurs en sciences politiques, il serait intéressant d'étudier de manière systématique la collusion entre les *taishang* et les élites politiques de part et d'autre du détroit dans ce qu'on a appelé un « projet hégémonique » qui chercherait à contrôler l'économie et manipuler les cœurs et les esprits de la population taiwanaise pour accomplir à terme le « intégration politique » de Taiwan à la Chine. Dans ce contexte, la monopolisation par des capitaux chinois de secteurs stratégiques de l'économie taiwanaise, assistée par des *taishang*, pourrait devenir un sujet majeur dans les années à venir. L'association formée par le gouvernement et les milieux d'affaires de part et d'autre du détroit, l'ennemi désigné d'une société civile taiwanaise dynamique, va devenir un centre d'intérêt majeur pour les chercheurs, en particulier si le DPP revient au pouvoir et si le KMT décide alors

44. Certains diraient que c'est une bonne chose, car les entrepreneurs qui peuvent contrôler l'État sont plus enclins à l'utiliser au profit de leur entreprise, au détriment du bien public. Cependant, la théorie démocratique soutient que le secteur des affaires peut aussi bien saper un ordre démocratique que le renforcer en jouant un rôle responsable au sein de la société civile.

de revenir à la contre-diplomatie de parti à parti fort judicieusement initiée au milieu des années 2000. Les chercheurs en sciences politiques voudront peut-être également revenir sur la représentation des intérêts et la capacité d'action (*agency*) des *taishang* en Chine continentale, par exemple, en enquêtant sur les relations entre les gouvernements locaux et la communauté *taishang*, et sur la (possible) évolution des ACT dans l'environnement politique changeant de part et d'autre du détroit. Enfin, la question du changement identitaire, des Taïwanais comme des Chinois, qui pourrait être soulevée par une interaction accrue entre Taïwan et la Chine restera un sujet de recherche intéressant pour la sociologie et les sciences politiques.

Pour résumer en quelques mots : Les entrepreneurs taïwanais resteront un objet d'étude intéressant, dans la mesure où ils forment une « communauté relationnelle » significative entre Taïwan et la Chine. Aussi longtemps que les chercheurs taïwanais s'intéresseront aux évolutions des relations entre Taïwan et la Chine, ils continueront sans doute d'observer les pensées et les actions des *taishang* dans la mesure où elles constituent une référence indispensable pour toute analyse des opportunités et des problèmes que la mondialisation pose à Taïwan.

■ Traduit par Camille Richou.

■ Gunter Schubert est professeur titulaire spécialiste du monde chinois et directeur du Centre européen d'études taïwanaises contemporaines (ERCCT) de l'Université de Tübingen, en Allemagne.

Département d'études chinoises et coréennes, Institut d'études asiatiques et orientales, Université de Tübingen, Keplerstr. 2, 72074 Tübingen, Allemagne (gunter.schubert@uni-tuebingen.de).

■ Lin Rui-hua est professeur associé à l'École d'économie et de finances publiques de l'Université d'économie et de finances de Shanghai.

N° 777, Guoding Road, Shanghai, 200433, Chine (emmy388@gmail.com).

■ Jean Yu-Chen Tseng est post-doctorante au département de politique publique et de gestion de l'Université I-Shou, Kaoshiung, Taïwan.

N° 1, Sec. 1, Syuecheng Rd., Dashu Township, Kaohsiung County 84001, Taïwan R.O.C. (yujean_27@yahoo.com.tw).